

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1996-1997 (*)

17 OCTOBRE 1996

PROPOSITION DE LOI

**portant diverses mesures visant à
promouvoir la bonne
gestion de l'Etat**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DES
FINANCES ET DU BUDGET (1)

PAR M. TAVERNIER

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission a examiné cette proposition de loi au cours de ses réunions des 7 mai et 11 juin 1996.

(1) Composition de la commission :

Président : M. Dupré.

A. — Titulaires :

C.V.P. MM. Didden, Dupré, Mme
Hermans, M. Vanpoucke.
V.L.D. MM. Daems, De Grauwe,
Desimpel.
P.S. MM. Demotte, Dufour, Mo-
riau.
S.P. MM. Schoeters, Suykens.
P.R.L.- MM. Bertrand, Michel.
F.D.F.
P.S.C. M. Arens.
Agalev/M. Tavernier.
Ecolo
Vl. Mme Colen.
Blok

B. — Suppléants :

M. Ansoms, Mme D'Hondt (G.),
MM. Eyskens, Pieters (D.), Van
Erps.
MM. Huts, Lano, Van Aperen, van
den Abeelen.
MM. Biefnot, Delizée, Henry,
Meureau.
MM. Vandenbroucke, Van Ghelu-
we, Vermassen.
MM. Clerfayt, de Donnée, Hoter-
mans.
Mme Cahay-André, M. Fournaux.
MM. Detienne, Viseur (J.-P.).
MM. Huysentruyt, Van den Eynde.

C. — Membre sans voix délibérative :

V.U. M. Olaerts.

Voir :

- 409 - 95 / 96 :

— N° 1 : Proposition de loi de Mme Colen.

(*) Troisième session de la 49^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1996-1997 (*)

17 OKTOBER 1996

WETSVOORSTEL

**houdende diverse maatregelen ter
bevordering van een verantwoorde
staatshuishouding**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
FINANCIEN EN DE BEGROTING (1)

UITGEBRACHT DOOR DE HEER TAVERNIER

DAMES EN HEREN,

Uw commissie heeft dit wetsvoorstel besproken tijdens haar vergaderingen van 7 mei en 11 juni 1996.

(1) Samenstelling van de commissie :

Voorzitter : de heer Dupré.

A. — Vaste leden :

C.V.P. HH. Didden, Dupré, Mevr.
Hermans, H. Vanpoucke.
V.L.D. HH. Daems, De Grauwe,
Desimpel.
P.S. HH. Demotte, Dufour,
Moriau.
S.P. HH. Schoeters, Suykens.
P.R.L.- HH. Bertrand, Michel.
F.D.F.
P.S.C. H. Arens.
Agalev/H. Tavernier.
Ecolo
Vl. Mevr. Colen.
Blok

B. — Plaatsvervangers :

H. Ansoms, Mevr. D'Hondt (G.),
HH. Eyskens, Pieters (D.), Van
Erps.
HH. Huts, Lano, Van Aperen, van
den Abeelen.
HH. Biefnot, Delizée, Henry,
Meureau.
HH. Vandenbroucke, Van Gheluwe,
Vermassen.
HH. Clerfayt, de Donnée, Hoter-
mans.
Mevr. Cahay-André, H. Fournaux.
HH. Detienne, Viseur (J.-P.).
HH. Huysentruyt, Van den Eynde.

C. — Niet-stemgerechtigd lid :

V.U. de heer Olaerts.

Zie :

- 409 - 95 / 96 :

— N° 1 : Wetsvoorstel van mevrouw Colen.

(*) Derde zitting van de 49^e zittingsperiode.

I. — EXPOSE INTRODUCTIF DE L'AUTEUR

Mme Colen constate que la dette publique de la Belgique atteint aujourd'hui de véritables sommets. Elle impute cet état de choses à la politique menée au cours des dernières décennies, politique marquée par un dérapage des dépenses publiques.

Les générations futures devront dès lors payer encore plus d'impôts pour financer une politique qu'elles n'ont jamais cautionnée.

Qui plus est, elles ne disposeront pas non plus des moyens financiers pour mener la politique qu'elles souhaiteraient mener, ce qui est contraire au principe qui veut qu'il n'y ait pas de taxation sans représentation.

Une telle politique est, selon l'intervenante, antidémocratique, voir immorale.

Pour éviter que cela se reproduise, *Mme Colen* propose de réduire automatiquement l'indemnité annuelle de tous les parlementaires d'un pourcentage égal à celui du déficit budgétaire annuel et de réduire du double de ce pourcentage le traitement annuel des membres du gouvernement et de leurs collaborateurs nommés en fonction de critères politiques. Le montant à concurrence duquel l'indemnité serait réduite serait versé à un fonds destiné à amortir la dette publique. La présente proposition de loi instaurer un mécanisme qui accroît l'incidence de cette réduction si un déficit est enregistré pendant plusieurs années consécutives.

Même si les mesures prévues par la proposition à l'examen n'auraient sans doute qu'une incidence minime sur la dette publique, il n'en demeure pas moins qu'elles pourraient avoir une valeur symbolique aux yeux de la population.

II. — DISCUSSION

Le vice-premier ministre et ministre du Budget rappelle que *Mme Colen* avait déjà formulé une proposition similaire au cours de la discussion, en commission, du budget 1996 (Doc. n° 194/3, p. 173).

Il formule trois observations au sujet de la proposition à l'examen.

Il est exact que la dette publique belge a fortement augmenté au cours des années 1970-1980 et que cette augmentation ne peut guère s'expliquer, du moins en ce qui concerne cette période.

Cette augmentation n'est cependant pas intervenue contre la volonté de la population.

Dans notre système démocratique, la responsabilité des gouvernants n'est en effet pas d'ordre économique (ils ne participent pas aux bénéfices comme les chefs d'entreprise) mais d'ordre politique. La sanction de la politique doit donc être politique et non financière.

Grâce aux élections (en plus des élections européennes et communales, des élections législatives

I. — INLEIDING VAN DE AUTEUR

Mevrouw Colen stelt vast dat België momenteel een zeer hoge overheidsschuld heeft. Dit is volgens haar te wijten aan het beleid dat tijdens de voorbije decennia is gevoerd en waarbij de overheidsuitgaven uit de hand zijn gelopen.

Daardoor zullen ook de volgende generaties nog bijkomend belastingen moeten betalen voor een beleid waarmee ze nooit hebben ingestemd.

Daarenboven zullen zij ook de financiële middelen niet hebben om het door hen gewenste beleid te voeren. Dat is strijdig met het algemeen beginsel « no taxation without representation ».

Dergelijk beleid is volgens spreekster ondemocratisch en zelfs immoreel.

Om te vermijden dat zulks in de toekomst nog zou gebeuren stelt mevrouw Colen voor de jaarwedde van alle parlementsleden automatisch te vermindere met hetzelfde percentage als het jaarlijkse begrotingstekort en die van de regeringsleden en hun politiek benoemde kabinetsmedewerkers met twee keer dat percentage. Het bedrag waarmee de wedde wordt verminderd, wordt gestort in een fonds tot delging van de staatsschuld. In het voorstel is een mechanisme ingebouwd waardoor de impact van deze weddevermindering steeds groter wordt indien gedurende opeenvolgende jaren met een deficit wordt gewerkt.

Hoewel het effect van dit voorstel op de staatsschuld wellicht miniem zal zijn, zou het niettemin voor de bevolking een symbolische betekenis kunnen hebben.

II. — BESPREKING

De Vice-Eerste Minister en minister van Begroting herinnert eraan dat mevrouw Colen tijdens de bespreking in commissie van de begroting voor 1996 reeds een gelijkaardig voorstel heeft geformuleerd (Stuk Kamer n° 194/3, blz. 173).

Hij maakt bij dit voorstel drie bemerkingen.

Het is juist dat de Belgische overheidsschuld tijdens de jaren 1970-1980 fel is toegenomen en dat hiervoor, althans wat die periode betreft weinig verontschuldigen kunnen worden ingeroepen.

Het is evenwel niet zo dat deze toename buiten de wil van de bevolking om zou zijn gebeurd.

In ons democratisch stelsel is de verantwoordelijkheid van de beleidvoerders immers niet van markteconomische aard (zij delen niet in de winst zoals bedrijfsleiders) maar van politieke aard. De sanctie op het beleid moet dus van politieke en niet van financiële aard zijn.

Door middel van verkiezingen (naast Europese en gemeenteraadsverkiezingen waren er in ons land in

ont été organisées à huit reprises dans notre pays au cours de la période 1974-1995), la population a en effet régulièrement l'occasion d'approuver ou de rejeter la politique qui est menée.

Au demeurant, le ministre n'est pas convaincu que le budget de l'Etat doive être en équilibre à chaque moment de la conjoncture économique.

Les investissements publics nécessaires pour plusieurs générations peuvent être financés par des emprunts.

Si le déficit budgétaire n'est dès lors pas mauvais par définition, des déficits élevés pendant une longue période sont toutefois à bannir.

Vouloir coûte que coûte atteindre l'équilibre budgétaire dans chaque phase de la conjoncture (comme ce fut le cas dans les années trente) peut avoir une incidence néfaste sur l'économie d'un pays.

M. Tavernier estime que si elle semble sympathique, la proposition recèle toutefois également des dangers, si on l'examine de plus près.

Elle n'inflige, par exemple, aucune sanction à ceux qui, par le passé, ont profité des avantages de la politique menée à l'époque.

Une grande partie des dépenses faites à l'époque l'ont été sous la pression de la population.

En outre, la dette publique a permis à certaines personnes et institutions de percevoir, pendant une longue période, des revenus élevés provenant des intérêts y afférents.

La proposition ne prévoit aucune sanction à l'encontre de celles-ci !

M. Tavernier ne voit pas pourquoi les parlementaires de l'opposition, qui n'ont pas approuvé le budget, devraient eux aussi être sanctionnés.

En outre, la proposition ne prévoit pas de récompense pour une bonne gestion.

Un gouvernement ne peut d'ailleurs être tenu pour responsable que des dépenses sur lesquelles il a réellement prise. Or, ce n'est par exemple pas le cas des dépenses supplémentaires qui résultent d'une détérioration de la conjoncture économique.

M. Tavernier précise, en guise de conclusion, que la proposition de loi est dangereuse. Il ne l'approuvera en aucun cas.

Mme Colen est d'accord pour dire que l'électeur a eu l'occasion de se prononcer sur la politique menée. Les bons résultats engrangés par le Vlaams Blok lors des élections législatives sont en effet porteurs d'une désapprobation de la politique menée par les partis traditionnels.

S'il peut effectivement se justifier que le budget de l'Etat accuse un déficit temporaire, les expériences faites au cours des dernières décennies sont toutefois totalement négatives sur ce plan.

Et même si les électeurs actuels ont la possibilité de désapprouver la politique menée, ils devront de toute façon rembourser ces dettes du passé.

de la période 1974-1995 acht keer parlementsverkiezingen) krijgt de bevolking immers geregeld de kans om het gevoerde beleid goed of af te keuren.

De minister is er trouwens niet van overtuigd dat de overheidsbegroting op elk moment van de economische conjunctuur in evenwicht moet zijn.

Overheidsinvesteringen die voor meerdere generaties dienstig zijn, mogen echter met leningen worden gefinancierd.

Een overheidstekort is dus niet per definitie verkeerd. Hoge tekorten gedurende lange tijd zijn echter uit den boze.

Het *mordicus* nastreven van een evenwicht in elke fase van de conjunctuur op de begroting kan echter (zoals in de jaren dertig is gebeurd) nefast zijn voor de economie van een land.

De heer Tavernier vindt dat het wetsvoorstel sympathiek oogt doch, bij nader toezien, ook gevaren inhoudt.

Het voorstel legt bijvoorbeeld geen enkele sanctie op aan diegenen die in het verleden hebben genoten van de voordelen van het destijds gevoerde beleid.

Vele van de toen verrichte uitgaven gebeurden onder druk van de bevolking.

Daarenboven hebben bepaalde personen en instellingen, precies ingevolge de overheidsschuld, hoge inkomens uit rente genoten en dit gedurende lange tijd.

Voor hen voorziet het voorstel niet in enige sanctie !

De heer Tavernier ziet ook niet in waarom ook parlementsleden van de oppositie, die de begroting niet hebben goedgekeurd, een sanctie zouden moeten oplopen.

Daarenboven ontbreekt in het voorstel iedere vorm van beloning voor goed beheer.

Een regering kan overigens enkel verantwoordelijk worden gesteld voor de uitgaven waarop zij daadwerkelijk vat heeft. Dit is bijvoorbeeld niet het geval voor meeruitgaven ingevolge een verslechtering van de economische conjunctuur.

De heer Tavernier besluit dat het wetsvoorstel gevaarlijk is. Hij zal het zeker niet goedkeuren.

Mevrouw Colen is het ermee eens dat de kiezer de gelegenheid heeft gehad zich uit te spreken over het gevoerde beleid. De goede score van het Vlaams Blok bij de parlementsverkiezingen houdt inderdaad een afkeuring in van het beleid dat door de traditionele partijen is gevoerd.

Een tijdelijk tekort op de overheidsbegroting kan inderdaad verantwoord zijn. De ervaringen van de voorbije decennia zijn wat dat betreft echter ronduit negatief.

De kiezers van nu mogen dan de mogelijkheid hebben om het gevoerde beleid af te keuren, zij zullen hoe dan ook deze schulden van het verleden mee moeten afbetalen.

La proposition a précisément pour objet d'éviter que les mêmes erreurs ne soient répétées dans le futur.

On pourrait éventuellement, par voie d'amendement, insérer dans la proposition l'une ou l'autre mesure visant à récompenser une saine gestion.

Mme Colen estime que le fait que le Parlement soit, lui aussi, en partie responsable d'un éventuel déficit budgétaire augmenterait l'engagement des parlementaires en matière de politique budgétaire. Le lien avec l'électeur serait dès lors davantage perceptible.

III. — VOTES

L'article 1^{er} est adopté par 12 voix et 2 abstentions.

L'article 2, et par conséquent l'ensemble de la proposition de loi, sont rejetés par 11 voix contre une et 2 abstentions.

Le rapporteur,

J. TAVERNIER

Le président,

J. DUPRE

Het voorstel is precies bedoeld om te vermijden dat zulks in de toekomst nog eens zou gebeuren.

Eventueel kan bij amendement één of andere vorm van beloning voor goed beheer in het voorstel worden ingebouwd.

Het feit dat ook het parlement mee verantwoordelijk zou zijn voor een eventueel begrotingstekort zou volgens mevrouw Colen de betrokkenheid van de parlementsleden bij het begrotingsbeleid verhogen. De band met de kiezer zou dan ook meer voelbaar worden.

III. — STEMMINGEN

Artikel 1 wordt aangenomen met 12 stemmen en 2 onthoudingen.

Artikel 2, en derhalve het volledige wetsvoorstel, wordt verworpen met 11 stemmen tegen 1 en 2 onthoudingen.

De rapporteur,

J. TAVERNIER

De voorzitter,

J. DUPRE